

Grève au service d'insertion de Pep 64 : les réponses de la direction

Après le mouvement de grève mercredi à Pau de 3 éducateurs du service insertion de la Maison d'enfants à caractère social de Pau, l'association explique être «à l'écoute» dans le cadre d'un projet qu'elle souhaite faire évoluer.

Mercredi dernier, les trois éducateurs de ce qui reste de l'équipe du service insertion de la maison d'enfants à caractère social Upaes de Pep 64 à Pau étaient en grève. Ce service situé avenue Léon-Blum accueille des jeunes placés par la justice, en rupture familiale, ou en réorientation scolaire. Il fonctionne d'ordinaire avec un chef de service et sept éducateur. Depuis plusieurs semaines, le service doit faire face à plusieurs démissions ou mutations, conséquences pour les grévistes d'un «management autoritaire». Dans un communiqué, l'association Pep 64 rappelle qu'elle gère «35 établissements et services soit plus de 700 salariés sur les Pyrénées-Atlantiques et les Landes». Elle précise aussi que la Maison d'enfants à caractère social (Mecs) Upaes de Pau est ouverte



Malgré le conflit, l'association Pep 64 indique rester «ouverte au dialogue». © DR

365 jours, et accueille 80 jeunes sur 4 services : accueil de jour, hébergement, internat, et placement à domicile.

«Un projet d'évolution»

«Aujourd'hui, les jeunes accueillis en internat nécessitent des renforts éducatifs avec des individualisations de parcours de plus en plus importantes, explique la direction de l'association. C'est pourquoi nous souhaitons faire évoluer le projet du service d'accueil de jour, avec la volonté de répondre aux besoins des jeunes accueillis et au plus près des unités d'internat

et d'hébergement en ville». «Il s'agit d'un projet d'évolution, argumente Pep 64. Nous restons pour cela ouverts au dialogue avec le personnel et les représentants du personnel, notre démarche s'inscrit dans la co-construction». Concernant les postes non pourvus, l'association note que «les difficultés de recrutement concernent l'ensemble du secteur social et médico-social sur un plan national et particulièrement sur les structures ouvertes 365 jours par an». «Nous nous efforçons d'y remédier», assure la direction.